

Globalisation, communication et champ du pouvoir.

Une socio-économie comparée des structures actionnariales et dirigeantes des groupes de médias et des entreprises dans le domaine des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication en Europe et aux Etats-Unis.

Geoffrey Geuens

Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de
Docteur en Philosophie et Lettres (Orientation : Information et Communication)
Année académique 2006-2007

Introduction

Une date : 1992. Deux hommes : Al Gore et Robert Reich. Le premier n'est pas encore administrateur d'*Apple* et conseiller de *Google* ; il est candidat à la vice-Présidence des États-Unis et tente de rallier à sa cause les PDG de la « *Silicon Valley* » – traditionnellement républicains – en lançant, en pleine campagne électorale, l'expression et le mot d'ordre des « autoroutes de l'information ». Une révolution d'un genre nouveau, technologique et numérique, serait en marche : relance de la croissance, accès immédiat aux ressources immatérielles, développement illimité des services ; instauration, surtout, d'une « gouvernance » moderne dans laquelle la démocratie représentative serait prolongée par la participation directe et l'autorité imposée remplacée par l'interactivité négociée. Robert Reich, professeur d'économie à Harvard et concepteur du programme *National Information Infrastructure*, partage la vision d'Al Gore. Conseiller de Bill Clinton, il a publié, un an plus tôt, *The Work of Nations*, best seller traduit en français sous le titre *L'économie mondialisée*. Le futur secrétaire au Travail y annonce la disparition programmée des États et prédit la toute-puissance d'entreprises apatrides, sans « lien particulier avec une nation particulière »¹. Organisée en réseaux mondiaux, la *New Global Economy* prendrait, progressivement, la forme de l'enchevêtrement d'économies dominées par des firmes globalisées pour lesquelles la nationalité n'aurait, désormais, plus de sens.

Le rapprochement de ces deux personnalités n'a rien de fortuit. Il traduit l'émergence simultanée – ou, peut-être, la réactivation – de deux imaginaires appelés à se renforcer mutuellement : celui de la « société de l'information », dont les traits les plus spécifiques empruntent, parmi d'autres sources, au prophétisme communicationnel d'un Saint-Simon ou, plus près de nous, d'un McLuhan ; de l'autre, celui de la « mondialisation de l'économie », autour de laquelle se développent actuellement des polémiques (Immanuel Wallerstein *vs* Toni Negri) qui ne sont pas sans rappeler, toutes proportions gardées, celles engagées, un siècle plus tôt, au sujet de l'impérialisme (Lénine *vs* Kautsky).

Aussi stéréotypés qu'ils puissent apparaître *a posteriori*, les propos d'Al Gore et Robert Reich furent, à l'époque, pris très au sérieux. Leur effet ne se fit pas attendre. Dans la foulée, les discours se multiplièrent qui embrayèrent pour annoncer l'avènement de temps nouveaux et la disparition des anciens référents, discours qui, jusqu'à nos jours, résisteront à l'épreuve du réel et aux désillusions pratiques. Éclatement de la bulle Internet, débâcle boursière des indices et valeurs technologiques, accroissement des tensions au sein de l'Organisation mondiale du Commerce, rien n'y fit : les deux imaginaires portés par ces discours ne connaîtraient aucun

¹ Robert Reich, *L'économie mondialisée*, Paris, Dunod, 1993, p. 120.

reflux significatif. L'enthousiasme des théoriciens des réseaux numériques et autres spécialistes des *global studies* allait rester intact, comme resteraient inchangés les lieux communs associés au nouveau paradigme.

Ce qu'il est convenu d'appeler, d'une expression souvent peu interrogée, les « Nouveaux Médias » ou les « Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication » (NTIC) continue de faire l'objet d'une abondante littérature, tant francophone qu'anglo-saxonne ; il ne se passe guère de mois, voire de semaine, sans qu'un nouvel essai ne paraisse pour rappeler les vertus ou les risques, les promesses ou les angoisses qui se trouvent associés à l'immatérialisation des sociétés occidentales et à l'entrée de ces sociétés dans un nouveau régime de civilisation gouverné par une économie de l'information et de la connaissance ; il n'est guère de déclaration politique qui aujourd'hui ne fasse mention des « défis » ou des « nouveaux enjeux » liés aux transformations induites par la mondialisation, les réseaux informationnels ou encore l'économie des services et des technologies de la communication ; et il n'est guère non plus de décideur qui, dans les mondes de l'entreprise ou de l'éducation par exemple, ne juge essentiel d'intégrer à sa réflexion prospective les nouvelles données d'une société fondée sur la circulation rapide du savoir ou des savoir-faire plutôt que sur la reproduction des structures et des normes du passé.

Abondance trompeuse à bien des égards.

D'un côté, à y regarder de plus près, l'on s'apercevrait sans grande difficulté que l'ensemble de ces discours se laisse largement distribuer sous trois grandes catégories génériques : celle des ouvrages prétendant à la factualité descriptive, qu'ils soient le fait d'historiens de la presse, d'économistes des médias et des télécommunications ou de sociologues des réseaux numériques ; celle ensuite d'essais semi savants ou de publications journalistiques portés par une ferveur célébrative (« village global », etc.) ou dénonçant au contraire la « tyrannie » de l'information marchande, la domination de l'idéologie « néolibérale » et l'emprise croissante des *World Companies* sur l'espace public ; la catégorie enfin d'ouvrages à vocation philosophique, sociologique et politologique rendant raison des formes, des vecteurs technologiques et des effets politiques et sociaux de la « globalisation » de l'économie et des structures de pouvoir. Ces auteurs, ces textes, ces ouvrages, nous aurons l'occasion de les rencontrer ; ils nous serviront moins de ressources théoriques que d'objets ou de discours à interroger, dont un autre principe de rareté sous couvert d'abondance apparaîtra clairement, à savoir que, à quelle que catégorie qu'ils appartiennent, l'ensemble formé par ces discours se confond largement avec l'orchestration d'un petit nombre de lieux communs et de clichés, d'arguments reçus et d'argumentations figées – orchestration qui se voit très souvent renvoyée, en un geste lui aussi

routinier, du côté d'une « pensée unique » aussi peu questionnée dans sa généalogie concrète, et notamment sa genèse sociale, que dans sa substance logique et son poids de réalité. L'expression de « pensée unique » relève elle aussi de la pensée unique qu'elle croit dénoncer. Raison pour laquelle, sans nécessairement mettre en cause, le cas échéant, l'architecture théorique de telle pensée ou la dignité philosophique de tel penseur, notre réflexion en passera par un repérage systématique de ces formules figées qui, à surgir aussi bien du clavier d'un éditorialiste que de la plume d'un philosophe, construisent et contribuent à imposer, comme allant de soi, un nouveau « sens commun » en phase avec l'esprit techno-économique du temps et en décrochage avec les grands référentiels du passé (« capital », « classes sociales », « propriété », « État-nation », « idéologie », « souveraineté nationale », etc.). La question ne sera donc pas de faire simplement valoir la récurrence de ces idées reçues et de ces figures banales, mais de discerner le principe qui la gouverne autant que de cerner les frontières de l'espace social conditionnant la possibilité de leurs réappropriations en divers contextes, à l'enseigne de diverses disciplines et sous l'autorité d'auteurs plus ou moins légitimes ou consacrés. La recevabilité et l'efficacité de ces formules récurrentes s'expliquent bien moins, en effet, par la « grande capacité de mutation et de relance »² qu'un Marc Angenot prête aux « idéologèmes » que par le capital symbolique ou la surface médiatique dont jouissent les personnalités qui les relaient.

Ces « idéologèmes », nous le verrons, sont à leur tour d'autant plus clichés qu'ils relèvent eux aussi de trois grandes catégories particulièrement saillantes, organisées en l'occurrence sous la forme de trois binômes largement reçus, qui tendent à fonctionner comme des structures de pensée communes.

a) *Privatisation/désétatisation* : la croyance en l'omnipotence des communications de masse a généralement son corollaire dans la mise à mort symbolique de l'État. Nés de l'autorité publique mais arrivés à maturité, les « nouveaux médias » et les NTIC libéralisés auraient enfin acquis leur autonomie et placeraient nos sociétés à l'enseigne du réticulaire marchand. La « nouvelle économie » en réseaux se serait définitivement libérée de la tutelle politique, pour le meilleur (dynamisme, efficacité, compétitivité) comme pour le pire (marchandisation, affaiblissement de l'État, soumission du politique), selon le point de vue adopté à l'égard de ces évolutions données pour inévitables. Michael Hardt et Toni Negri, par exemple, considèrent que « l'État a été vaincu »³ ; Manuel Castells précisant, de son côté, que « la mondialisation-localisation des médias et de la communication électronique aboutit à dénationaliser et à déséta-

² Marc Angenot, *1889. Un état du discours social*, Longueuil/Québec, Editions du Préambule, 1989, p. 17.

³ Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Paris, Exils Editeur, 2000, p. 374.

tiser l'information »⁴. À mieux y regarder, le discours assimilant les privatisations à une véritable dépolitisation de l'économie se révélera paradoxalement comme un *discours d'État sur l'État*. Le dessaisissement des autorités n'est en effet qu'apparent puisque de nouvelles articulations s'instituent entre pouvoirs publics et entreprises privées. C'est cette réalité que masque objectivement le débat contemporain consacré à la « globalisation », « *pro* » et « *anti* » partageant le plus souvent, à leur insu, une même représentation de la société. L'opposition factice de l'État (politique) et du marché (économique) – élément central de l'*idéologie* du capitalisme et de l'esprit du nouveau capitalisme – trouve ainsi à s'exprimer par delà l'antagonisme reçu entre « néokeynésiens » et « néoclassiques » ;

b) *Mondialisation/déterritorialisation*, deuxième de ces binômes reçus, renvoie à l'idée d'une « globalisation » des entreprises de médias et des NTIC. L'internationalisation des structures de pouvoir des groupes de communication entretient, il est vrai, une relation organique avec la dépolitisation du secteur. C'est que l'explication majeure de la disjonction État/médias réside, justement, dans la logique de dissociation croissante entre l'espace démocratique national et les réseaux technologiques mondiaux. L'auteur du manifeste *Empire* confiera notamment au *Nouvel Observateur* que « la structure de l'État-nation n'a plus le moindre sens désormais. »⁵ Les nouveaux conglomérats de l'information s'identifieraient alors à des géants transnationaux apatrides et déterritorialisés. Quant à la « financiarisation » des industries culturelles, elle annoncerait la fin des actionnaires de références nationaux et l'avènement parallèle d'une nouvelle économie s'appuyant sur une multitude de petits porteurs disséminés aux quatre coins de la planète dont les investisseurs institutionnels constituent, en quelque sorte, le modèle le plus abouti ;

c) *Libéralisation/dérégulation* forme une troisième paire de concepts clichés. La dépolitisation et la globalisation des industries technologiques auraient instauré un marché débarrassé des entraves et des privilèges associés aux anciens opérateurs publics. Décidées au nom du libéralisme économique, les réformes de dérégulation adoptées dès le début des années 80 auraient ainsi abouti à la décomposition des antiques monopoles et à la mise en concurrence d'entités industrielles isolées les unes des autres. Les conquérants de la *Silicon Valley*, *Media Moguls* et autres *Tycoons* en seraient en quelque sorte les effigies suprêmement individuelles : autant de managers déracinés, dépeints comme d'infatigables compétiteurs apolitiques, engagés dans

⁴ Manuel Castells, *L'ère de l'information. Tome 2. Le pouvoir de l'identité*, Paris, Fayard, 1999, p. 313.

⁵ Propos recueillis par *Le Nouvel Observateur*, « Toni Negri : "Le vrai drame de l'Europe, c'est la gauche" », dans *Le Nouvel Observateur*, 19 septembre 2002.

une course féroce au gigantisme, n'ayant pas la moindre solidarité de classe et n'ayant pour seul moteur que la quête du profit à court terme.

Pour l'essentiel, ce triptyque désétatisation/déterritorialisation/dérégulation s'assimile, on l'aura compris, à une représentation *désincarnée* des structures politiques et financières, dont le sociologue Manuel Castells fournit une sorte de condensé en soutenant qu'« [il n'existe pas, ni sociologiquement ni économiquement, [de classe dominante] à l'échelle mondiale » : « Ce qui existe bel et bien en revanche, c'est un réseau intégré du capital global dont les mouvements et la logique (variable) déterminent les économies et influent sur les sociétés. Au-delà des capitalistes en chair et en os et des groupes de capitalistes, il existe donc bien un capitaliste collectif, sans visage, composé de flux financiers gérés par des réseaux électroniques [...] Et si le capitalisme régit toujours le monde, les capitalistes, regroupés dans des régions précises du globe où ils prospèrent, ne sont que les appendices d'un puissant tourbillon d'écarts de points et de cotations qui impose sa loi au monde entier. »⁶ Par quoi l'on voit que la « mondialisation » constitue largement une configuration *imaginaire* du pouvoir. L'« auto dépossession » simultanée de l'État et des bourgeoisies nationales – idée avancée par la très grande majorité des travaux s'inscrivant dans le paradigme des *global studies* – n'est pas simple privation de sens. Elle relève de l'ordre d'une idéologie, pensée classiquement comme renversement de la réalité, à l'image de la célèbre métaphore marxienne de la *camera obscura*.

Stéréotypie des genres, récurrence de figures clichées, représentations reçues : la banalité de pensée et de forme est grande dans les discours touchant aux NTIC ainsi qu'aux phénomènes de « globalisation ». Cette banalité en appelle, sans doute, à une approche étymologiquement para-doxale, en ce qu'il s'agit de désigner dans ce qui se donne comme relevant du registre de l'évidence ou d'une nature le résultat d'une doxa d'autant plus efficace, comme toute doxa par définition, qu'elle se fait méconnaître comme opinion dominante socialement imposée. Elle demande aussi, par conséquent, de mettre en œuvre les ressources et les méthodes d'une approche complexe, alimentée à différents modèles théoriques et méthodologiques, qui articulera à l'analyse des formes et des contenus du discours une socio-économie des secteurs concernés et une sociographie de leurs acteurs ou, pour mieux dire, de leurs agents. Cette approche, ainsi formulée, rend compte également de l'économie générale des pages qui suivent, dans lesquelles succéderont à l'analyse des discours relevant des *global studies* et de la « société de l'information », (1) une analyse des structures capitalistiques des plus puissants groupes de médias français, belges, britanniques et américains, ainsi que des principales sociétés états-

⁶ Manuel Castells, *L'ère de l'information. Tome 1 : La société en réseaux*, Paris, Fayard, 1998, pp. 530-531.

uniennes et européennes actives dans les divers sous-secteurs composant le domaine des NTIC (*hardware*, *software*, semi-conducteurs, télécommunications, conglomerats, industrie de la défense) et (2) une étude sociographique des structures dirigeantes de ces firmes industrielles et de leurs interactions sur la scène sociale considérée. L'échantillon construit⁷ sera donc soumis à une double démarche empirique qui, sans épuiser la problématique en question, dessinera néanmoins certaines lignes d'interprétation.

(1) On procédera, tout d'abord, à l'analyse détaillée des structures de détention (concentrée, éclatée, dispersée) et de contrôle (familial, managérial, financier) des sociétés. Nous tenterons de mettre en évidence l'existence de plusieurs modèles de *corporate governance* (continental européen, méditerranéen, anglo-saxon) correspondant aux divers pays ou espaces régionaux concernés par notre étude. La représentation commune d'une « globalisation » mettant fin aux spécificités territoriales devra, en outre, être interrogée à la lumière des rapports de concurrence et/ou de coopération s'établissant entre actionnaires significatifs résidents et non-résidents. Quant aux fonds d'investissements anglo-saxons, il conviendra de voir s'ils contrôlent véritablement le capital des groupes européens ; isolés qu'ils sont, bien souvent, face à de puissants acteurs nationaux, régionaux voire même locaux (pouvoirs publics, grandes familles, sociétés bancaires), dépositaires d'une force de frappe collective et disposant traditionnellement du soutien des autorités publiques nationales.

Faisant nôtre l'affirmation de Marx selon laquelle « l'anatomie de la société civile doit être cherchée [...] dans l'économie politique »⁸, on s'inspirera, pour cette deuxième partie, des travaux réalisés par Herbert I. Schiller, Armand Mattelart ou encore Cees J. Hamelink. C'est, en effet, l'essentialisme communicationnel qui est rejeté dans le cadre d'un courant de recherche appréhendant les industries de l'information comme partie intégrante d'une formation historique donnée et non comme autant d'objets isolables et détachables de leur environnement direct. Etant entendu que l'attention se portera alors spécifiquement sur le système pensé comme « fait social total »⁹, pour reprendre l'expression de Bernard Miège qu'il emprunte lui-même à Marcel Mauss, ce n'est pas seulement de l'autonomie relative des diverses instances étudiées – l'économique, le politique et l'idéologique – qu'il faudra parler mais également du lien éventuellement organique qui les unit. En dépit des oppositions existant entre ses différents courants – néomarxistes, postkeynésiens ou institutionnalistes –, l'économie politique de

⁷ L'échantillon global construit pour l'occasion se composera de 190 groupes industriels privés – 145 sociétés pour les NTIC et 45 firmes pour le secteur des médias – et de plus de 2.100 administrateurs.

⁸ Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, Editions sociales, 1972, p. 4.

⁹ Bernard Miège, « L'économie politique de la communication », dans *Hermès*, n° 38, 2004, p. 51.

la presse et des NTIC s'origine notamment dans le refus de la dissociation artificielle de l'État et du marché.

On retiendra également de l'économie politique qu'elle invite à dépasser le déterminisme techniciste et les limites imparties au « média-centrisme ». Comme le rappelle Patrice Flichy, l'étude des modes de détention observés dans le domaine de la communication n'a véritablement de sens que rapportée à une analyse « d'ensemble du capitalisme financier. »¹⁰ Il s'agira, par conséquent, de comparer les structures actionnariales de l'industrie de l'information et des réseaux numériques avec celles des autres secteurs de la production des biens et services.

On s'attachera, à l'issue de cette troisième partie, à cerner la nature exacte des investisseurs institutionnels répertoriés, et cela en répondant notamment aux trois questions fondamentales qui suivent : Quelles sont, tout d'abord, les forces sociales contrôlant lesdites organisations financières ? De quel ordre, ensuite, relèvent les liaisons existant entre ces agents économiques et le monde de la grande industrie ? Comment, enfin, peut-on qualifier les relations s'établissant entre les principaux groupes financiers et l'appareil d'État ?

(2) On s'emploiera, dans la quatrième et dernière partie, à éviter l'écueil de l'économisme à l'égard de notre objet. Nous procéderons, pour ce faire, à l'étude des structures dirigeantes pensées comme interfaces institutionnelles entre groupes industriels et classe dominante. Il ne s'agira pas seulement, dans cette perspective, de montrer comment les participations financières se réalisent et se consolident tout à la fois à travers des liaisons personnelles qui les redoublent, mais également d'établir de façon systématique et détaillée, le profil des administrateurs échantillonnés.

La sociographie collective que l'on entreprendra devra, premièrement, répondre à la question de savoir dans quelle mesure les dirigeants des firmes de médias et des NTIC disposent d'une surface sociale véritablement internationale, faisant d'eux les *globe-trotters* d'une « société de l'information » mondialisée.

On tentera, dans un second temps, d'identifier les institutions garantissant – dans des registres divers – une relative intégration des diverses fractions de la classe dirigeante ainsi que l'unité interne propre à chaque système médiatique national. Il s'agira tantôt des conseils d'administration des groupes financiers, objet privilégié par la sociologie américaine des réseaux d'entreprises (M. Schwartz, G.W. Domhoff, M. Useem) ; tantôt encore des principaux *think tanks* bipartisans, que certains auteurs rapprochent explicitement de la notion d'intellectuel organique chez Gramsci (S. Gill) ; tantôt enfin des cercles et clubs privés, ces

¹⁰ Patrice Flichy, *Les industries de l'imaginaire. Pour une analyse économique des médias*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1991, p. 161.

lieux spécifiquement consacrés à l'accumulation du capital social. Ces différentes structures, on le verra, garantissent, en quelque sorte, ce que Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot nomment le « collectivisme pratique » de la grande bourgeoisie¹¹.

Les personnalités dont on dressera, par le menu, la liste des mandats ne nous intéresseront pas, enfin, dans leur singularité propre mais en tant qu'elles sont autant de formes incarnées de relations sociales génériques entre communication, économie et politique. On s'appuiera prioritairement pour penser ces articulations sur le concept clé de « *multipositionnalité* ». Celui-ci définit le fait que circulant de façon ininterrompue entre divers champs sociaux (champ économique, champ politique, champ idéologique, etc.) et se distinguant, de la sorte, par la multiplicité de leurs positions institutionnelles, certains agents sont pourvus de ce que Luc Boltanski nomme le « don d'ubiquité sociale »¹². Ce cumul de positions de pouvoir, nous le verrons, n'est pas simplement au principe d'une formidable accumulation de capitaux en tout genre. Il illustre également, pour partie, les stratégies de placement adoptées par les représentants de la grande bourgeoisie entre lesquels se répartissent, selon Bourdieu, les principaux postes « de pouvoir économique et politique, au hasard des *vocations* et des cooptations »¹³. Par delà l'autonomie relative des champs sociaux considérés, il conviendra dès lors d'établir rigoureusement les correspondances entre les sous-espaces du champ du pouvoir et les liens entre les positions et les agents identifiés à des individus ou à des collectifs.

La démarche socio-économique adoptée dans le présent travail entend, en somme, renouveler la problématique des rapports entre État, Capital et Industries culturelles. Il conviendra, pour ce faire, d'éviter autant les limites imparties à une définition strictement instrumentaliste des choses – vision véhiculée, aux extrêmes, par les partisans de la « théorie du complot » – que les déclarations d'intention des professionnels de la presse et des NTIC concernant l'autonomie présumée de leur sphère d'activités.

¹¹ Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Sociologie de la grande bourgeoisie*, Paris, La Découverte, 2000, p. 103.

¹² Luc Boltanski, « L'espace positionnel. Multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », dans *Revue française de sociologie*, XIV, 1973, pp. 3-26.

¹³ Pierre Bourdieu et Monique de Saint-Martin, « Le patronat », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 20-21, mars/avril 1978, p. 77.